



Cahiers de praxématique

20 | 1993
Le bien dire

Politique linguistique : que faire de la « qualité de la langue » ?

Jean-Michel Eloy



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/179>
ISSN : 2111-5044

Éditeur

Presses universitaires de la Méditerranée

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1993
Pagination : 127-138
ISSN : 0765-4944

Référence électronique

Jean-Michel Eloy, « Politique linguistique : que faire de la « qualité de la langue » ? », *Cahiers de praxématique* [En ligne], 20 | 1993, mis en ligne le 21 janvier 2009, consulté le 26 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/179>

Tous droits réservés

Jean-Michel ELOY
Délégation générale à la langue française,
et Université de Picardie

POLITIQUE LINGUISTIQUE : QUE FAIRE DE « LA QUALITÉ DE LA LANGUE » ?

Un symposium s'est tenu les 5 et 6 avril 1993 à la Sorbonne, à l'invitation de la Délégation générale à la langue française et de l'Association des Linguistes de l'Enseignement Supérieur, sur le sujet « La qualité de la langue ? Le cas du français ».

On trouvera ici une présentation de ce symposium, c'est-à-dire de sa problématique, telle qu'elle a été lancée ; puis la liste détaillée des exposés ; enfin quelques premières réflexions d'ensemble, et quelques éléments de discussion. La publication des travaux est prévue pour la fin de l'année 1993, dans la collection « Politique linguistique » aux éditions Champion.

L'énoncé du thème « la qualité de la langue » ne suffit pas à définir la ou les questions qui étaient posées. Le fait d'assortir cette expression d'un point d'interrogation indique cependant l'essentiel : y a-t-il une validité de cette notion, abordée comme étant d'ordre public (aux deux sens du mot « ordre ») ? Plus précisément encore, qu'avons-nous à dire, nous « spécialistes », de cette notion qui existe dans notre société ? Ou encore, du point de vue du politique, que peut-on attendre des linguistes, sociologues, etc. dans ce débat ?

1. UNE QUESTION DU POLITIQUE, UNE QUESTION POLITIQUE

On a pu en effet constater mille fois, à lire les journaux, que les conceptions de beaucoup de citoyens sur la langue étaient très éloignées de celles des linguistes. Dans ce

sens, le colloque n'était pas « purement » universitaire, dans la mesure où à la fois le besoin et la cible découlaient directement d'une pratique politique (celle de la Délégation générale à la langue française pour l'essentiel). Le public était d'ailleurs composé en partie de « militants » d'associations qui se vouent à la langue française.

Dès lors qu'un organisme politique s'occupe de langue, il est confronté à toutes ces conceptions, qu'il doit donc prendre en considération — ce qui ne signifie pas qu'il doit accepter de croire au loup-garou. La notion de qualité de la langue est-elle à écarter ou à traiter, et comment, c'est au fond la question politique qui était posée, et sur laquelle étaient consultés quelques « experts ».

Une des orientations imprimées à la Délégation générale à la langue française, depuis quelques années, a été en effet de marquer une volonté de lier son action de politique linguistique aux savoirs sur la langue. Un tel principe ne doit pas être compris de façon simpliste ou scientiste : le lien de la politique à la science ne peut pas être de dépendance complète. Mais il y a une certaine originalité à l'affirmer, et le fait d'interroger les sciences humaines, ce qui était la raison d'être de ce symposium, n'est pas anodin, malgré les proportions modestes de cette réunion.

La « cible » est composée de trois publics, qu'on peut distinguer ainsi : les « décideurs » politiques — on suppose donc qu'ils peuvent ne pas être totalement ignorants des choses linguistiques —, le public-cultivé-qui-s'intéresse-à-la-langue (celui qui nourrit ou qui suit les débats, parfois très politiques, sur ces questions), et les linguistes — dont on a donc supposé qu'ils peuvent ne pas être totalement à l'écart de ce qui touche à la politique linguistique (idée paradoxalement bien admise quant aux langues minoritaires de France, moins évidente quant au corpus du français).

L'expression « qualité de la langue » n'est pas extrêmement usitée en France, contrairement au Québec où elle est d'un usage officiel, mais il est facile d'admettre que le souci de « qualité » s'exprime fréquemment sous d'autres mots. Elle était donc ici un désignateur commode, relativement neutre, emprunté à l'usage officiel québécois, d'une question plus couramment abordée, avec passion, sous des termes moins consensuels ou

moins larges : le bon/mauvais français, le purisme, la dégradation/l'évolution de la langue, etc. On pourrait citer sur ce sujet des litanies de déclarations, généralement dépréciatives, de personnalités connues. Le mot « norme » n'avait pas été placé au centre du débat afin de favoriser un renouvellement des approches. A la rigueur, on aurait pu admettre une sorte de glose comme « la nature et la place de la norme linguistique dans la langue, son fonctionnement, les attitudes, les actions entreprises à son égard... », tout en courant le risque d'enfermer a priori le débat dans une perspective purement sociologique.

Il est vraisemblable que l'intérêt d'une discussion sur ce thème n'est pas propre à la langue française, et qu'au moins certains aspects de la question se posent à toutes les langues, mais on a choisi d'aborder ce sujet, dans un premier temps, à l'intérieur du cadre historique et culturel que la langue elle-même semble définir : le cas du français. Il faudra, à une autre occasion, confronter le cas de différentes langues entre elles, démarche indispensable pour mieux dégager les spécificités et les constantes en la matière.

2. APERÇU DES COMMUNICATIONS PRÉSENTÉES

Les travaux étaient organisés en quatre parties, qui sont autant de domaines disciplinaires, et autant de questions. La qualité de la langue est-elle une notion linguistique, juridique, idéologique, politique ? Ce découpage s'est révélé bien sûr partiellement arbitraire.

En ouverture, Mme Gendreau-Massaloux, Recteur de l'académie de Paris, a soulevé le thème de la transgression par rapport à la norme, et a attiré l'attention sur les conséquences de la question quant à l'enseignement.

Bernard Cerquiglini, Délégué général à la langue française, a témoigné que l'activité de son service met en jeu en pratique la notion de qualité de la langue, et, citant à la fois Martinet et Dutourd, a développé le besoin d'un travail d'approfondissement que cette pratique implique, dans le respect des opinions diverses.

La première partie visait la « description de la langue », les *realia* linguistiques, mais, cela n'étonnera aucun linguiste, toutes les interventions ont touché aux attitudes.

Jacques Chaurand ('La qualité de la langue au Moyen Age') a montré que dès le XII^e siècle s'opposent des attitudes acceptant ou refusant la différence, en particulier dialectale, et que très tôt le 'bien parler' se révèle de nature purement sociale.

Dominique Maingueneau ('Qualité de la langue et littérature'), à partir de l'analyse de différentes conceptions des rapports entre langue et littérature, a montré que la littérature participe à la constitution même des parures comme langue.

Pour Antoine Culioli ('Peut-on théoriser la notion de 'qualité de la langue' ?'), la linguistique, définie de façon non restrictive, doit donner un statut à la notion de qualité, non comme propriété, mais comme processus, capacité et désir. Il a montré le foisonnement des formes et la présence de normes dans toutes les sociétés, et a opposé aux positions irrationnelles d'une part des critères de maîtrise linguistique, d'autre part un impératif de respect d'autrui.

Laurent Danon-Boileau ('Qualité de langue, qualité d'écoute') a montré les enjeux de la qualité de l'écoute, et a avancé, comme critère de qualité dans le rapport du sujet à sa langue, la possibilité pour lui d'être présent dans son énoncé, de s'exprimer.

Josiane Boutet ('Qualité de la langue et variation'), précisant sur quelles zones de la langue se greffent les débats qualitatifs, a proposé que les linguistes, face à la préoccupation de 'qualité de la langue', donnent une place essentielle à la variation : savoir que la langue est variante, connaître et respecter la variation.

Un second volet devait traiter des « représentations de la langue » — mais la première partie avait évidemment déjà abordé ces aspects, car il n'y a pas de langue sans représentations de cette langue.

Anne-Marie Houdebine ('L'Unes langue') a décrit le rôle du « fantasme d'unité » de la langue (d'où son titre « L'Unes »), à la fois intérieure et extérieure à l'individu. Distinguant différents types de normes et leur action sur la dynamique de la langue elle-

même, elle a souligné leurs enjeux pour la structuration individuelle et sociale, les risques des exclusives et les responsabilités des linguistes.

Jean-Claude Combessie ('Le rapport au dictionnaire comme objet sociologique') a souligné la force et la violence des processus d'inclusion et d'exclusion fondés sur les évaluations linguistiques. Décrivant diverses positions idéologiques, plus ou moins distanciées, à l'égard du dictionnaire considéré comme concrétisation de la langue, il a montré qu'elles s'expliquent, y compris quant au rôle de l'Etat, par les trajectoires sociales des acteurs.

Michel Glatigny ('Purisme et insécurité linguistique au début du XIXe siècle') a replacé l'étonnant développement de la demande de normes au XIXe siècle dans son contexte historique post-révolutionnaire, et a montré qu'il s'agissait de limiter le potentiel de variation de la langue.

Sylvain Auroux ('La qualité de la langue et les outils linguistiques') a affirmé le rôle essentiel de la « grammatisation » (« outillage » à l'aide de dictionnaires, de grammaires) pour une langue, et la « qualité » qui en résulte, mais il a jugé impératif de se livrer à une réfutation vigoureuse du « racisme linguistique », s'opposant aux notions de pureté et de 'génie' des langues.

L'aspect juridique a été traité de deux points de vue

Rémi Rouquette ('Le droit et la qualité de la langue') a montré que la langue, a fortiori sa qualité, est une notion de droit coutumier, peu juridicisée, malgré des tendances et des possibilités intéressantes dans ce sens.

Bernard Grelon ('Pratique juridique et qualité de la langue') a discuté l'idéal de clarté du droit français, et a montré son caractère illusoire, ainsi que l'usage et la fonction, voire l'utilité, de l'obscurité dans cette matière.

Un prolongement spécifique de la question des « représentations » était réservé à la diversité géographique, ou plutôt géopolitique.

Pierre-Etienne Laporte (sociologue, président du Conseil de la langue française du Québec, 'La qualité de la langue au Québec : contraintes et défis pour la politique publique') a montré le lien historique entre maintien de la langue et purisme au Québec, et a expliqué que l'interventionnisme de l'Etat y est très marqué, mais senti comme légitime, et assorti d'un souci de souplesse nécessaire à la cohésion sociale.

Jean-François de Pietro (Délégation à la langue française de Suisse, 'Romand ou francophone ? : qualité de la langue et identité linguistique en situation minoritaire') a situé cette question dans le contexte suisse, qui implique des sentiments à la fois de spécificité et d'insécurité.

Jean Le Du et Yves Le Berre ('Le double jeu de la langue'), ont repris le schéma diglossique en distinguant les registres de la parité (entre pairs, cf. « variété basse ») et de la disparité (cf. « variété haute »). Cela permet de montrer que le « français de la parité » remplit de nouvelles fonctions — au détriment des autres langues de France —, et de définir l'action qualitative des institutions linguistiques comme gestion du rapport entre ces deux registres.

André Goosse (Conseil de la langue française de Belgique, 'La notion de qualité de la langue française en Belgique') a montré la faible individuation linguistique des francophones belges par rapport à la France, et a caractérisé « Le bon usage » de Grevisse (dont il est le continuateur) comme outil pour accroître la liberté des usagers en ajoutant à leurs moyens d'expression.

La dernière partie visait proprement le plan politique.

Renée Balibar ('Qualité et personnalité de la langue française'), a posé, à partir du Livre de Saint-Amand de 882, connu comme « Ludwigslied » et « Cantilène de Sainte Eulalie » séparément, la 'qualité-fonction' (langues nationales individuées) et la 'qualité-valeur' (animées par le même Esprit) du triangle linguistique : latin-romana-teudisca. Elle a ainsi illustré l'importance fondamentale des relations de traduction mutuelle entre ces langues.

Maurice Tournier ('La langue de qualité des hommes politiques') a exploré les implicites du bien-parler des politiciens et leurs procédés pratiques de rhétorique et de guerre des mots. Il a montré leur « langue » comme résultante de besoins contradictoires : consensus et combat.

Gabriel Otman ('La terminologie et la qualité de la connaissance') a fait la part des leurres et des besoins dans la terminologie, dont le souci de qualité est pour ainsi dire constitutif, et a proposé des orientations concrètes : observation socioterminologique et formation.

Hervé Guillorel ('La politique entre la purification et le laisser-aller linguistiques'), a relevé les thèmes proprement politiques (nationalistes, ethniques, etc.) qui entrent, plus ou moins abusivement, plus ou moins métaphoriquement, dans les débats publics sur la « qualité de la langue ».

Enfin Pierre Encrevé ('La qualité de la langue : une question de politique linguistique ?'), « tenant d'une main la Constitution, de l'autre le *Cours de linguistique générale* », a mis au premier plan, quant à la « qualité de la langue », la liberté du citoyen, à laquelle l'Etat doit veiller avant tout. C'est ce qui fonde sa responsabilité de formation des mineurs, et de propositions aux citoyens (terminologiques, orthographiques, par exemple).

3. QUELQUES PREMIERS COMMENTAIRES.

Je relèverai seulement ici quelques uns des thèmes qui, ne serait-ce que par leur récurrence, leur convergence, ont commencé à dégager ce qu'on pourrait appeler des « résultats » collectifs de ces travaux.

Un premier point a été frappant par sa récurrence : la première réaction de près de la moitié des orateurs — et elle devait être forte, car ils l'ont racontée — a été de refuser cette notion de « qualité de la langue ».

Ce thème jouit donc d'une situation paradoxale : question volontiers, chez les linguistes tout au moins, marginalisée, refusée, évitée, et question un peu originale précisément de ce fait. Il est clair que nous avons sur le sujet une réticence à surmonter : comme si ce terrain, extrêmement investi par (en gros) les « puristes », suscitait chez les spécialistes l'envie de se détourner vers d'autres questions mieux posées, voire plus dignes d'être posées. Autre purisme ?

Un autre élément récurrent, d'ailleurs, était la référence aux articles de Martinet (« Les puristes contre la langue », « Peut-on dire d'une langue qu'elle est belle ? »), dont on a pu ainsi mesurer l'influence. Citer ces articles était souvent l'occasion de chercher à dépasser les positions qu'ils expriment, en reprenant possession, en quelque sorte, de cette notion de qualité.

On est revenu sur des éléments « oubliés », c'est-à-dire reconnus en théorie mais trop peu fréquentés : la place de l'écoute (cf. Saussure : « La langue d'un sujet, (...) ce n'est pas la langue qu'il parle, c'est la langue qu'il entend »), l'implication des linguistes dans l'enseignement (et pas seulement de la linguistique, mais de la langue), ou sur d'autres, plus banals mais loin d'être épuisés, comme la violence et le pouvoir dans la langue.

On a eu l'impression que certaines frontières, certaines clôtures, étaient parfois égratignées et jugées trop restrictives : par exemple celle qui sépare la linguistique de la littérature, ou celle qui assure les juristes de « la clarté du droit ». S'il est facile, pour un linguiste d'aujourd'hui, d'être anti-puriste, il était visiblement moins confortable d'accepter le débat : bon nombre d'exposés pourtant tendaient à dégager des éléments positifs. Enfin l'importance des idées totalement fausses qui circulent a été souvent relevée. Mais peut-être cela est-il caractéristique du fait de travailler sur une notion du sens commun.

Un autre aspect important, voire impressionnant, a été la gravité des thèmes abordés : on a parlé d'exclusion, de mutilation, d'insécurité, de peur, de racisme linguistique. On a pu dire : « On peut se demander si tout purisme ne cache pas une purification

linguistique » (M. Tournier). En contrepoint, souvent implicite, se dégageait une dimension éthique, ou politique, du travail des spécialistes : des appels à la responsabilité des chercheurs et enseignants, au « respect », à la « générosité », et la « liberté » comme valeur enveloppante...

Quelques éléments de discussion

Avons-nous là une nouvelle question ? Non, bien sûr. Ce qui n'est pas neuf, outre la position résolument descriptive du linguiste, c'est le thème de la norme (il faudrait citer ici les travaux de N. Gueunier, D. François, F. François, J.-P. Kaminker, et bon nombre d'autres). Ce qui, en revanche, constitue peut-être une avancée positive, c'est que des linguistes et sociologues (en particulier) prennent en compte la réalité normative, ou le désir de normes, A LA FOIS comme question linguistique (interne ?) ET dans sa dimension politique — au sens de la responsabilité politique gestionnaire quotidienne de l'Etat et des citoyens —, qu'ils acceptent de reprendre un vieux débat pour mieux le situer par rapport aux savoirs sur la langue elle-même et sur la société, et viser à déboucher sur des pratiques diverses. Un tel programme a bien sûr été seulement esquissé : il mérite certainement que les linguistes s'y intéressent.

On pouvait a priori se demander si les différentes interventions sur la « qualité de la langue », notion floue s'il en est, parlaient bien de la même chose. Y a-t-il même unité de l'objet quand on parle de « langue » ? Mais il y a sur ce point un certain intérêt, justement, à voir se composer l'ensemble des facettes de l'objet. A partir de l'histoire de la langue, de la sémantique formelle, de la sociolinguistique, d'une approche psychanalytique, etc., l'effort produit pour préciser le sujet dessinait les contours d'une prise en compte large de la langue — c'est bien du même objet tel que désigné par la société, la langue, la qualité de la langue, qu'on parlait, et c'est bien le même objet qu'il s'agit de traiter. Sa définition ne découle pas de constructions axiomatiques, mais de pratiques sociales, y compris politiques.

L'hypothèse des organisateurs — qui consistait à proposer ce thème — a été confirmée sur deux plans. D'une part il est apparu que les spécialistes, en particulier les linguistes, ont là une matière légitime et importante de recherches, pour éclairer le sujet, pour le situer, pour l'analyser, pour mieux en connaître les ressorts, les modalités, et lui donner un statut scientifique au sein des concepts qu'ils utilisent. Il s'est avéré que cette question n'est pas épuisée, et de nouvelles pistes ont été ouvertes.

D'autre part s'est créé un certain accord sur le fait qu'ils ont effectivement 'des choses à dire', pour introduire de la raison et des connaissances dans les débats publics qui utilisent la notion de 'qualité de la langue', et dans la formation des enseignants. En tout cas, la demande de qualité de la langue a été envisagée comme un stimulus, une réalité qu'on doit constater et à laquelle il n'y a pas lieu de refuser de répondre a priori.

Sur ce plan, d'ailleurs, on a (re)commencé (seulement) à préciser concrètement les éléments de savoir à diffuser, et les pédagogies nécessaires ; les discussions recelaient, et on les relèvera sans doute dans les *Actes*, bien des éléments directement pertinents, pas forcément nouveaux, pour une position plus active des sciences humaines dans le débat social. Je citerai, comme exemples concernant peut-être des publics différents, l'accent mis sur l'écoute, l'importance de la connaissance de la variation, ou la reconnaissance du rôle de l'« outillage » linguistique. Il reste à comparer pour mieux comprendre — sortir du « cas du français » — et à enseigner, sous toutes les formes.

Mais la pratique théorique aussi — consistant ici à se poser la question de la pertinence et de la place à donner à la « qualité de la langue » — peut et doit faire avancer nos connaissances, en nous permettant d'élaborer des concepts, des cadres descriptifs et explicatifs, qui subsument mieux les observations disponibles et amènent à faire de nouvelles observations et à poser de nouvelles questions. Dans ce sens, les exposés du symposium sont très riches.

J'en prendrai pour premier exemple, proprement linguistique, l'expression « cette sorte de valeur centrée » utilisée par A. Culioli. Il y a là, me semble-t-il, une suggestion à reprendre.

En s'inspirant de la « topologie des domaines notionnels », on peut concevoir la notion de langue comme un domaine fermé, avec pour voisinage d'autres domaines de même nature, les autres langues, ou bien un complémentaire ouvert et indéfini : « Ceci n'est pas français ». Les linguistes explorent ce domaine de façon spécifique : ils lui construisent une « géographie » complexe, diatopique, diastratique, diachronique, avec en outre des niveaux d'analyse différenciés. Et ils savent, confrontés aux *realia* des discours, que les frontières de ce domaine sont rien moins que faciles à définir. Mais les non-linguistes (en admettant une limite tranchée entre ces deux catégories), construisent une autre configuration. La frontière est conçue comme nette et stable — pas d'interférences, pas de continuum —, et surtout il y a centrage autour du mythique « français académique », ou « scolaire », ou « officiel », ou encore « pur », « authentique », « vrai », « bon », etc. Ce « centre attracteur » — la question du pluriel se pose — joue un rôle structurant, que les linguistes doivent constater, dans la langue elle-même : représentations de la langue, influence normative de ces représentations sur les réalisations, fonctionnement social de cette norme, lutte de pouvoir pour sa définition et pour que sa définition serve, par « distinction » par exemple, au pouvoir social.

Mais même en sachant tout cela, on n'a pas résolu le problème suivant : ce « centrage » peut-il être aboli, et sinon, comment le redéfinir ?

Un autre exemple est proprement politique — la question de l'interventionnisme de l'Etat. Le plaidoyer de P. Encrevé — disant que le rôle de l'Etat en la matière réside essentiellement dans la garantie de liberté — a ouvert tout un ensemble de perspectives. Sur ce sujet, on s'affrontera nécessairement, me semble-t-il, aux impératifs sociaux, ou sociétaux, des groupes, nationaux ou autres, dans des termes renouvelés ou à renouveler.

Tout en se gardant de conclure, on peut penser que tout notre domaine est remis en chantier par le fait d'accepter d'examiner cette « mauvaise question » de la qualité de la langue. La convergence entre cette démarche et le thème choisi pour le présent numéro des *Cahiers de praxématique* est un indice et un encouragement dans ce sens.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- DUTOURD J., 1989, « Des vertus de l'imparfait du subjonctif », in *Académie française, recueil des discours*, Paris; Imprimerie nationale, pp. 261-278.
- FRANÇOIS D., 1972, « La notion de norme en linguistique, attitude descriptive, attitude prescriptive », in J. Martinet (éd.): *De la théorie linguistique à l'enseignement de la langue*. Paris, P.U.F.
- FRANÇOIS F., 1980, « Analyse linguistique, normes scolaires et différenciations socio-culturelles », *Langages*, n° 59.
- GUEUNIER N., GENOUVRIER E., KHOMSI A., 1978, *Les Français devant la norme. Contribution à une étude de la norme du français parlé*. Paris, Ed. Champion.
- KAMINKER J.-P., 1977, « Les problèmes de la norme », *Cahiers de linguistique sociale*, n° 1 pp. 10-47.
- MARTINET A., 1969, « Peut-on dire d'une langue qu'elle est belle ? », « Les puristes contre la langue », in *Le français sans fard*, Paris, P.U.F.